

Chemin :**Code de l'éducation**

- ▶ Partie législative
 - ▶ Troisième partie : Les enseignements supérieurs
 - ▶ Livre VI : L'organisation des enseignements supérieurs
 - ▶ Titre Ier : L'organisation générale des enseignements
 - ▶ Chapitre Ier : Dispositions communes.

Article L611-2

- ▶ Modifié par LOI n°2013-660 du 22 juillet 2013 - art. 22

Les établissements d'enseignement supérieur peuvent instituer en leur sein un ou plusieurs conseils de perfectionnement des formations comprenant des représentants des milieux professionnels. Les règles relatives à la composition et au fonctionnement de ces conseils sont fixées par les statuts de l'établissement.

Les enseignements supérieurs sont organisés en liaison avec les milieux professionnels :

1° Leurs représentants participent à la définition des programmes dans les instances compétentes, notamment au sein des conseils de perfectionnement des formations ;

2° Les praticiens contribuent aux enseignements ;

3° Des stages peuvent être aménagés dans les entreprises publiques ou privées, les organismes de l'économie sociale et solidaire ou l'administration ; ces stages doivent être en cohérence avec la formation suivie par l'étudiant et faire l'objet d'un suivi pédagogique approprié ;

4° Les enseignements peuvent être organisés par alternance.

Liens relatifs à cet article

Cité par:

Décret n°2008-96 du 31 janvier 2008 (V)
Décret n°2009-692 du 15 juin 2009, v. init.
Décret n°2009-885 du 21 juillet 2009, v. init.
Arrêté du 1er août 2011 - art. 6 (VD)
Arrêté du 22 janvier 2014 - art. 11 (VD)
Arrêté du 22 janvier 2014 - art. 8 (VD)
Arrêté du 30 juillet 2018 - art. 2
Code de l'éducation - art. D313-14 (V)
Code de l'éducation - art. L611-5 (V)
Code de l'éducation - art. L681-1 (M)
Code de l'éducation - art. L683-1 (M)
Code de l'éducation - art. L684-1 (M)
Code de l'éducation - art. L752-1 (V)

Codifié par:

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2000-549 du 15 juin 2000
Loi n°2003-339 du 14 avril 2003

Anciens textes:

Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 - art. 5 (M)
Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 - art. 5 (Ab)